



## 2<sup>e</sup> CONGRÈS MONDIAL

Vancouver, du 21 au 25 juin 2010

### RÉSOLUTION

#### LES TRAVAILLEURS/EUSES MIGRANT(E)S

1. Le Congrès constate que les migrations sont un phénomène universel en croissance constante dans le monde du travail, le nombre de migrants étant estimé à quelque 200 millions de personnes, dont près de la moitié seraient des femmes.
2. La croissance des migrations se nourrit des conséquences négatives et inégales de la mondialisation – la pauvreté, le chômage, les disparités flagrantes de revenus, le sous-emploi, le manque de démocratie, la mauvaise gouvernance, la dégradation environnementale – ainsi que des catastrophes naturelles, des conflits et du souhait des personnes de trouver un travail décent et une vie décente pour elles-mêmes et pour leur famille. La migration ne doit pas être le seul moyen d'échapper à la pauvreté ou à l'oppression. Le Congrès rappelle qu'une des responsabilités fondamentales des décideurs politiques à l'échelon international est de promouvoir le développement équilibré et le travail décent, afin d'éliminer la migration involontaire.
3. Le Congrès rappelle et se félicite des contributions positives qu'apportent les travailleurs/euses migrant(e)s à l'économie et insiste sur la nécessité de reconnaître cette contribution et d'en tenir compte dans la manière de les traiter. Les travailleurs/euses migrant(e)s, indépendamment de leur situation, doivent jouir de l'égalité de traitement en vertu de la législation du travail et du plein respect de leurs droits fondamentaux au travail.
4. En concertation avec les organisations patronales et syndicales, les gouvernements doivent formuler et mettre en œuvre des politiques qui intègrent une approche fondée sur les droits et respectueuse des questions de genre et qui permettent des canaux migratoires légaux dans un cadre multilatéral approprié. L'Organisation internationale du travail doit jouer un rôle central dans l'élaboration d'une politique migratoire internationale globale et cohérente qui puisse contribuer à une meilleure protection des migrants, au développement social et à une meilleure compréhension interculturelle, tout en réduisant les problèmes d'une « fuite des cerveaux » des pays en développement ainsi que des pays en transition.
5. Le Congrès déplore l'exploitation et les abus généralisés des travailleurs/euses migrant(e)s par des employeurs ou par des agents et intermédiaires, ainsi que l'échec des gouvernements à œuvrer de manière adéquate pour les protéger. Les travailleurs/euses migrant(e)s, en particulier ceux/celles en situation irrégulière, ne sont pas seulement plus souvent sans emploi que les travailleurs locaux, mais occupent aussi plus souvent des emplois précaires, temporaires, non déclarés par les employeurs, avec de plus bas salaires et moins de protection sociale et souvent dans l'économie informelle. Une telle exploitation sape les droits, les conditions actuelles de tous les travailleurs/euses, entraînant des divisions sociales et communautaires et

soulignant la nécessité des travailleurs en situation irrégulière de bénéficier d'une égalité de protection par la législation du travail. Ces problèmes sont nettement plus graves dans des secteurs où la présence syndicale est faible, notamment le travail domestique qui mérite une attention particulière.

6. Les travailleuses migrantes sont particulièrement vulnérables à l'exploitation et aux mauvais traitements, y compris à la violence fondée sur le genre. En outre, les femmes sont représentées de manière disproportionnée parmi les travailleurs faisant l'objet de la traite internationale des personnes, et elles sont exposées aux pires formes de maltraitance.

7. Le Congrès dénonce le travail forcé et la traite des personnes comme formes modernes d'esclavage et appelle la CSI et ses organisations affiliées à intensifier leurs actions, en collaboration avec l'Alliance syndicale mondiale contre le travail forcé et la traite des êtres humains, en faveur de l'éradication du travail forcé et de la traite des personnes, à punir ceux qui s'y livrent, en particulier ceux qui profitent de l'exploitation sexuelle, à fournir une compensation adéquate aux victimes et à apporter un soutien aux travailleurs qui font l'objet de la traite des personnes.

8. Le Congrès s'engage à déployer la solidarité syndicale, la justice sociale, l'égalité de traitement et l'égalité de genre à tous/toutes les travailleurs/euses migrant(e)s, quelle que soit leur situation administrative en vue de garantir la non-discrimination et l'égalité de traitement avec les travailleurs qui sont des ressortissants dans le pays d'accueil. La liberté syndicale est un droit fondamental des travailleurs/euses migrant(e)s et leur participation au monde syndical est importante pour qu'ils puissent s'intégrer sur le lieu de travail et dans la société.

9. Le Congrès dénonce le transfert des coûts de la migration de la main-d'œuvre aux travailleurs. Ces coûts doivent être financés par les employeurs ou les agents de recrutement. En les imposant aux travailleurs, les coûts de recrutement ou de migration résultent souvent en la servitude pour dette. Le Congrès appelle à la ratification et à la mise en œuvre de la Convention 181 de l'OIT sur les agences d'emploi privées, qui stipule que les agences d'emploi privées « ne doivent mettre à la charge des travailleurs, de manière directe ou indirecte, en totalité ou en partie, ni honoraires ni autres frais ».

10. La crise économique et financière mondiale a de graves répercussions sur l'emploi des travailleurs/euses migrant(e)s et sur leurs envois d'argent à leur pays d'origine, créant la nécessité de recourir à l'aide au développement et financière internationale lorsque des difficultés particulières sont provoquées dans les pays en développement. Le Congrès souligne à quel point il est nécessaire que les marchés de l'emploi se dotent de politiques répondant aux besoins et circonstances spécifiques des travailleurs/euses migrant(e)s, auxquels la crise fait courir le risque du chômage et du déplacement, et protégeant pleinement leur droit à la protection sociale.

11. En cas de licenciement, les droits des migrants aux prestations de sécurité sociale, de retraite et autres doivent être entièrement garantis ainsi que la continuité de leurs droits. Le statut de résident ne doit pas être conditionné au statut professionnel. Les migrants en situation irrégulière doivent avoir accès à la règle de droit, doivent bénéficier des garanties du plein respect de leurs droits humains et d'un accueil dans des conditions décentes. Tous les migrants, y compris ceux en situation irrégulière, doivent, notamment dans les cas d'expulsion, avoir accès à un procès en bonne et due forme et à la garantie du plein respect de leurs droits humains.

12. Le Congrès souligne la situation particulière des travailleurs migrants qui font partie du commerce des services, notamment les travailleurs affectés à un autre pays au sein de l'Union européenne et les travailleurs qui sont envoyés d'un pays à un autre en vertu du mode 4 de l'Accord général sur le commerce et les services (AGCS). Ces travailleurs sont formellement engagés par l'employeur dans leur pays d'origine alors qu'ils réalisent leur travail dans un autre pays. Les travailleurs migrants impliqués dans le commerce des services devraient jouir des mêmes droits à l'égalité de traitement que d'autres travailleurs migrants et la législation et les conventions collectives du pays d'accueil devraient être appliquées, sans que cette égalité de traitement soit considérée comme un obstacle au libre-échange.

13. Le Congrès insiste pour que les gouvernements respectent leurs obligations conformément aux lois internationales en ce qui concerne l'établissement de l'asile et les principes de la protection des réfugiés, en étroite collaboration avec le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

14. Le Congrès souligne la responsabilité de la CSI et de ses organisations affiliées, qui doivent jouer un rôle plus actif et plus visible de promotion des droits et de l'égalité de traitement des travailleurs/euses migrant(e)s et de lutte contre le racisme et la xénophobie. Il incombe aux syndicats des pays de destination des migrations de contrer la propagande mensongère sur les travailleurs/euses migrant(e)s, notamment le fait de les rendre responsables du chômage et de l'insécurité. Le Congrès rejette toutes les formes de sectarisme ou de xénophobie qui encouragent l'isolement, la ségrégation et l'exclusion.

### **Programme d'action de la CSI**

15. Le Congrès engage la CSI et ses organisations régionales, œuvrant de concert avec ses partenaires du groupement Global Unions et ses organisations affiliées, à:

- (a) promouvoir la ratification et la mise en œuvre de la Convention de l'OIT n° 97 (travailleurs migrants) et de la Convention de l'OIT n° 143 (travailleurs migrants, dispositions complémentaires) ainsi que de la Convention internationale de 1990 sur la protection de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et élaborer des rapports sur la mise en œuvre par les pays ayant ratifié certaines ou l'ensemble de ces normes;
- (b) encourager et prêter assistance aux syndicats des pays d'origine des travailleurs/euses migrant(e)s pour qu'ils incluent les questions relatives aux travailleurs/euses migrant(e)s dans leurs consultations nationales tripartites, notamment moyennant l'application de la Convention n°144 de l'OIT sur les consultations tripartites, et négocient afin que les travailleurs/euses migrant(e)s reçoivent les formations appropriées préalables à leur départ et postérieures à leur arrivée, notamment sur les compétences, des informations pertinentes sur la santé et la sécurité et les droits légaux;
- (c) soutenir l'adoption de dispositions sur le respect des droits, le transfert des prestations de retraite et d'autres avantages sociaux et l'égalité de traitement des travailleurs/euses migrant(e)s dans les accords bilatéraux ou régionaux entre gouvernements de pays d'origine et pays de destination;
- (d) promouvoir l'application de la législation du travail nationale et des normes internationales du travail à tous les travailleurs migrants, y compris aux réfugiés et aux demandeurs d'asile, migrants irréguliers et à ceux qui relèvent des dispositions du mode IV de l'AGCS;

- (e) promouvoir l'action syndicale dans les pays de destination: établir des structures et des centres de services et entreprendre la syndicalisation des travailleurs/euses migrant(e)s, notamment ceux en situation irrégulière; veiller à ce que la législation et les conventions collectives, y compris l'accès à des services publics de base et à la protection sociale, couvrent les travailleurs/euses migrant(e)s, sur la base du principe d'égalité de traitement; proposer des formations et fournir l'information sur leurs droits; fournir une assistance juridique dans les cas de violations, dont une assistance spécifique pour les problèmes rencontrés par les travailleuses migrantes; et prêter une attention particulière à la jeunesse migrante;
- (f) encourager et faciliter les contacts, les accords de partenariat et les consultations périodiques transfrontières entre syndicats des pays d'origine et de destination;
- (g) intégrer dans les programmes de formation syndicale et dans les publications syndicales les questions liées au travail décent pour les travailleurs/euses migrant(e)s et à leurs droits, en prêtant une attention particulière à l'éducation des membres et des dirigeants syndicaux sur la migration, les causes profondes et la nécessité des syndicats de rester solidaires avec les migrants;
- (h) faire campagne auprès des gouvernements et des institutions internationales et négocier avec eux une réglementation, un contrôle et une inspection concernant les agents et intermédiaires, garantissant de la sorte l'adoption de pratiques éthiques de recrutement et de placement ainsi que la possibilité d'obtenir réparation en cas de violations ou d'incurie professionnelle;
- (i) œuvrer pour protéger et améliorer les droits et les conditions de travail des travailleurs transfrontaliers;
- (j) promouvoir des initiatives en matière de codéveloppement dans le cadre d'une coopération bilatérale et décentralisée;
- (k) soutenir des initiatives visant à diminuer le coût de l'envoi de fonds à leur famille;
- (l) travailler avec l'OIT et d'autres organisations internationales concernées en vue de la mise en œuvre du Cadre multilatéral de l'OIT pour les migrations de main-d'œuvre et de l'établissement d'un cadre multilatéral pour la migration dans l'économie mondiale qui soit fondé sur les droits;
- (m) établir des alliances avec des organisations non gouvernementales partageant les mêmes valeurs et actives en matière de droits et de syndicalisation des travailleurs migrants et de développement des politiques et des pratiques cohésives sur la migration et le développement.